



## Pourquoi la Coalition Climat participe aussi à la Global #ClimateStrikeOnline

Avril 2020

La crise sanitaire que connaît le monde entier est sans précédent. La priorité absolue est de sauver des vies et combattre le virus, partout dans le monde. **La Coalition Climat est solidaire avec toutes les victimes et ceux et celles qui les soignent au quotidien, et reste donc chez elle**, comme tout le monde. **Mais elle ne se tait pas, bien au contraire.** La crise climatique est une autre urgence mondiale qui menace des milliers de vies, nos sociétés et nos écosystèmes. L'action ne peut souffrir d'aucun retard. C'est pourquoi les plans de relance de l'économie qui suivront la crise du COVID-19 doivent être justes, durables et résilients, évitant un effet rebond qui sera catastrophique pour notre planète.

### **Le Green Deal européen comme tremplin pour construire une nouvelle économie**

La bonne nouvelle est que nous disposons d'un cadre clair. Au niveau international, nous avons les objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris. Au niveau européen, il y a le Pacte vert de la Commission européenne<sup>1</sup>, paru en décembre dernier. Ce plan a été publié juste avant que le virus du COVID-19 ne mette l'ensemble du monde à l'arrêt et entraîne un lourd tribut humain et social. La récession économique mondiale appelle à des réponses décisives afin que les personnes touchées par la crise, et par les mesures adoptées ces derniers mois, ne soient pas laissées pour compte. **Le Pacte vert européen doit donc être renforcé et devenir le cadre** pour nous mener vers une société équitable et décarbonée. Cela implique une **ambition rehaussée, un financement à la hauteur des enjeux**, des **politiques justes socialement** et une **cohérence stricte de l'ensemble des politiques**. Tout ceci en assurant une coopération internationale renforcée et **solidaire avec les pays les plus vulnérables**. Concernant la Belgique, notre pays doit sortir de son mutisme et **rejoindre les pays les plus ambitieux** qui plaident pour des objectifs ambitieux pour 2030 et soutiennent le Green Deal. De cette manière, la réponse donnée à la récession peut être une occasion de **créer une nouvelle économie qui respecte les limites sociales et planétaires**.

- Augmenter l'ambition pour 2030

Comme de nombreux autres sommets et événements internationaux, le sommet de Glasgow sur le climat (COP 26) a été reporté en raison de la pandémie du COVID-19<sup>2</sup>. La COP 26 était annoncée comme un moment clé pour l'ambition climatique car l'ensemble des Etats parties à l'Accord de Paris se sont engagés, en 2015, à soumettre de nouveaux plans climatiques plus ambitieux en 2020. Cette échéance est maintenue, malgré le report du sommet sur le climat. La crise climatique elle-même ne souffre d'aucun retard. L'Europe doit prendre les devants et montrer la voie.

<sup>1</sup> Pour aller plus loin : voir notre dernière analyse du Pacte Vert européen : [http://www.klimaatcoalitie.be/sites/default/files/documents/Analyse%20g%C3%A9n%C3%A9rale%20du%20Pacte%20vert%20europ%C3%A9en\\_0.pdf](http://www.klimaatcoalitie.be/sites/default/files/documents/Analyse%20g%C3%A9n%C3%A9rale%20du%20Pacte%20vert%20europ%C3%A9en_0.pdf)

<sup>2</sup> Voir notre réaction à ce sujet : <http://www.klimaatcoalitie.be/fr/nouvelles/communiqu%C3%A9-cop-26-report%C3%A9e-1%E2%80%99ambition-climatique-elle-ne-souffre-aucun-retard>

> Cela signifie concrètement :

- Adopter, au plus tard lors du Conseil européen de juin, **un nouvel objectif rehaussé** pour 2030, afin de réduire les émissions d'**au moins 55 %<sup>3</sup>** (par rapport à 1990). C'est également ce que demande le Parlement européen<sup>4</sup>.
- Un financement à la hauteur des enjeux

Les mesures prises en réponse au COVID-19 et, en particulier, pour lutter contre la récession économique, nous enseignent que beaucoup peut être fait avec de la volonté politique. Le financement proposé dans le cadre du Pacte vert (1 000 milliards € sur 10 ans) est dérisoire par rapport au montant levé pour maintenir l'économie européenne à flot en 2020. Ce dernier doit être orienté massivement vers des **investissements verts, sociaux et durables**, tout assurant une transition juste et en **désinvestissant le secteur fossile**. Ainsi, la réponse donnée à la récession économique peut être transformée en une transition accélérée vers une société faible en carbone et socialement juste.

> Cela signifie concrètement :

- **Investir massivement dans les secteurs essentiels pour augmenter la résilience de nos sociétés aux chocs systémiques diverses et pour la transition vers une société bas carbone**, tels que l'agroécologie, la rénovation et l'isolation des bâtiments, les (infrastructures pour les) transports publics décarbonés et les énergies renouvelables.
- **Supprimer progressivement toutes les subventions et les exonérations fiscales en faveur des énergies fossiles**
- **Évaluer la pertinence des aides d'états de manière à prioriser les secteurs durables et verdier les autres secteurs**. Ne pas attribuer de soutien sans conditions environnementales et climatiques strictes, ainsi que sur le renforcement des inégalités sociales, en particulier pour les soutiens éventuels aux secteurs aérien et maritime.
- **Demandez à l'UE d'exclure les investissements climatiques du budget et de transformer la Banque européenne d'investissement (BEI) en une réelle banque d'investissement climatique**. Veiller à ce que la politique monétaire et les autres interventions de la Banque centrale européenne (BCE) soutiennent également les objectifs du Green Deal<sup>5</sup>.
- Des mesures justes pour toutes et tous

Les mesures prises en réponse à la récession économique et à la crise climatique ont un point commun important : pour atteindre les objectifs de développement durable, elles doivent s'adresser aux citoyens, aux travailleurs et aux PME, et non aux grandes entreprises et aux actionnaires. Un principe central est la **transition juste**, où la lutte contre l'inégalité sociale et d'autres formes de discrimination va de pair avec la lutte contre le dérèglement climatique, afin de minimiser l'impact social négatif pour tous et toutes, en particulier les travailleurs des secteurs touchés, et de maximiser les opportunités offertes par les nouveaux secteurs. Cette transition doit également assurer de ne laisser personne de côté, avec une attention particulière pour les publics plus précarisés et vulnérables.

<sup>3</sup> Notons que cet objectif est en ligne avec la trajectoire qui nous mène à +2°C de réchauffement par rapport à l'ère préindustrielle. L'objectif prioritaire étant de viser un maximum de +1,5°C, l'objectif européen de réduction de 55% de GES d'ici 2030 est un strict minimum.

<sup>4</sup> Parlement européen (2020). European Parliament resolution of 15 January 2020 on the European Green Deal (2019/2956(RSP)). [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0005\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0005_EN.pdf)

<sup>5</sup> Voir à ce sujet les propositions de la pétition Real Green Deal, qui demande, entre autres, la création d'une vraie banque du climat fournissant 300 milliards/an en prêts à taux zéro. <https://realgreendeal.eu/fr/>

> Cela signifie concrètement :

- Les autorités belges et européennes doivent garantir que **chaque travailleur impacté par la transition écologique conservera un emploi décent**. Le Fonds pour la transition juste devrait servir en priorité au soutien des travailleurs et notamment aux formations et à la reconversion professionnelle.
  - Les politiques climatiques et environnementales doivent être un **levier important de réduction des inégalités et de la pauvreté en Europe**, notamment en réduisant la précarité énergétique.
  - Au niveau belge, **organiser une conférence nationale pour la transition juste**, réunissant les différents secteurs concernés, la société civile et le politique. Les conclusions et recommandations issues de ce processus doivent servir à l'implémentation du Plan National Énergie Climat.
- La coopération et la solidarité internationales sont plus que jamais la voie à suivre

La pandémie, tout comme le réchauffement climatique, **nous prouvent que nous sommes tous dans le même bateau lorsqu'il s'agit de crises mondiales**. Bien que les deux crises n'affectent pas tous les pays et toutes les personnes de la même manière, ni au même moment, elles menacent le monde entier. Plus que jamais, il est évident que la coopération internationale est la seule voie pour garantir le respect des droits humains et protéger les écosystèmes.

Si les conséquences de la crise climatiques sont visibles dans toutes les régions du monde, ce sont les pays du Sud qui sont les plus touchés. Il est donc crucial que les pays développés respectent leurs engagements internationaux en matière de financement climat, afin de permettre aux pays en développement de construire des sociétés plus résilientes et plus durables. C'est d'autant plus essentiel sachant que les impacts du COVID-19 sont et seront dévastateurs pour ces pays dont les systèmes sanitaires sont souvent précaires et insuffisants, notamment à cause des difficultés d'accès à l'énergie. De plus, la crise sanitaire combinée à la récession économique menacent de plonger un demi-milliard de personnes supplémentaires sous le seuil de pauvreté<sup>6</sup>.

> Cela signifie concrètement :

- Que l'Union européenne et la Belgique doivent **respecter leurs engagements financiers** concernant le financement climat international, qui doit être nouveau et additionnel, et de l'aide publique au développement, et ce même en période de récession économique.
- **Soutenir les victimes des dérèglements climatiques**, qui seront encore plus fragilisées par la crise du COVID 19, en instaurant une assistance financière nouvelle et additionnelle pour les pertes et préjudices
- Veiller à ce que le **respect des droits humains** soit au cœur des politiques adoptées tant au niveau de la gestion de la crise sanitaire que dans le cadre de la reconstruction qui suivra.

---

<sup>6</sup> Oxfam (2020). Dignity not destitution. An 'Economic Rescue Plan For All' to tackle the Coronavirus crisis and rebuild a more equal world. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620976/mb-dignity%20not%20destitution-an-economic-rescue-plan-for-all-090420-en.pdf>

## Un mot d'ordre: cohérence

La société complexe et globalisée dans laquelle nous vivons **nécessite une vision politique holistique et cohérente**. Pour reconstruire un système résilient après la pandémie, l'ensemble des politiques prises par l'Union européenne, et à fortiori par la Belgique, doivent être alignées avec les objectifs du Green deal et respecter les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris et du Programme 2030 des Nations Unies.

Les politiques énergétiques, de transports, financières, de commerce et agricoles, qui impliquent des relations avec les pays du Sud, doivent être à la fois cohérentes avec les politiques climatiques et les **politiques de coopération au développement**, et conformes aux conventions garantissant les droits humains. De plus, il est important que ces politiques aillent de pair avec les **politiques de protection de la nature et de préservation de la biodiversité**. Ce dernier point est crucial, également pour l'humanité, comme l'a prouvé la crise du COVID 19. La perte de biodiversité et d'écosystèmes augmente le risque de transmission de virus des animaux aux humains. La Coalition Climat voit dans le Pacte vert européen et la politique de relance économique des possibilités de lutter efficacement à la fois contre la crise climatique et la crise de la biodiversité. Nous demandons donc qu'une politique de reconstruction écologique soit placée au cœur de la reconstruction économique.

> Cela signifie concrètement :

- **Mettre fin à l'utilisation de biocarburants basés sur des cultures agricoles** et veiller à ce que l'évaluation d'impact prévue en 2020 par le PNEC, prenne également en compte le respect des droits humains et l'impact sur la biodiversité.
- **Conditionner tout accord commercial ou d'investissement à la présence d'un chapitre développement durable contraignant** et assorti d'un mécanisme de plainte et de sanction, à l'absence de clause d'arbitrage « investisseur contre Etat », ainsi qu' à la ratification de l'Accord de Paris sur le climat.
- Reconnaître que la **lutte contre la perte de biodiversité** est un levier important pour limiter le réchauffement à 1,5°C et pour éviter de futures pandémies. Cela implique, entre autres, de lutter contre la déforestation importée due notamment à la consommation de viande, de soja, d'huile de palme et d'autres commodités liées à la déforestation.
- **Appeler à une action forte au niveau de l'UE pour s'attaquer ensemble à la crise de la biodiversité et du climat**. Cela peut se faire en donnant à la fois à la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité et à la stratégie "de la ferme à la table" un rôle important dans la mise en œuvre du Pacte vert européen. Préconiser en parallèle des objectifs mesurables et juridiquement contraignants qui se reflètent dans chaque secteur.

## Les leçons à tirer de la crise sanitaire

La gestion de la crise du Coronavirus est radicale et les conséquences socio-économiques qui s'en suivent sont dramatiques pour des millions de personnes dans le monde, et n'iront qu'en s'empirant. Cette récession économique imprévue n'est ni un synonyme de décroissance ni quelque chose de souhaité. La baisse temporaire des émissions qu'elle entraîne n'est donc pas le résultat d'un changement systémique. Nous pouvons cependant tirer des leçons de la situation des semaines et des mois derniers.

Une première leçon importante : **une politique fondée sur des avis scientifiques est efficace**. Les décisions prises ces dernières semaines sont basées sur les conseils de virologues du monde entier et sur des recherches avancées sur le COVID-19, ses causes, conséquences et les solutions. En

Belgique, nous avons écouté avec attention les avis des experts, pour freiner la propagation du virus. Nous devons faire de même pour éviter les pires conséquences de la crise climatique. La science est limpide sur le sujet : pour limiter le réchauffement climatique à un maximum de 1,5 °C, les émissions mondiales doivent être réduites de moitié d'ici 2030 et nous devons atteindre, au niveau mondial, une société décarbonée d'ici 2050 au plus tard. L'Union européenne, en tant que pollueur historique, doit prendre les devants et en faire plus.

Une seconde leçon est que **nous avons besoin d'un multilatéralisme effectif**, avec une coopération et une solidarité renforcée entre les états pour faire face aux grands enjeux mondiaux. Quand les états se replient sur eux-mêmes et cherchent à faire cavaliers seuls, la réponse est moins efficace, moins juste, et plus coûteuse au final pour tous. Nos décideurs doivent choisir la coopération, sortir d'une logique parfois étroite flattant les égoïsmes à court terme, et construire ensemble des solutions systémiques qui fonctionnent à l'échelle globale.

Enfin, **en traitant une crise comme une crise**, des mesures décisives peuvent être prises, tant en termes de changement de comportement que sur le plan financier. Le réchauffement climatique fait déjà de nombreuses victimes - surtout dans le Sud - et en fera encore plus à l'avenir. La gestion de la crise du Covid-19 nous a prouvé qu'en cas d'extrême urgence, nos responsables politiques sont capables de prendre des mesures drastiques. **Cette volonté politique est nécessaire pour gérer l'urgence climatique et environnementale.** Par ailleurs, toute politique d'urgence, aussi rigoureuse soit-elle, doit s'accompagner de **mesures sociales et solidaires** pour veiller à ce que les personnes les plus vulnérables de notre société ne soient pas laissées de côté. Ceci est d'autant plus évident que les montants attendus pour engager la transition juste vers une société bas carbone ne représentent pas des dépenses mais des investissements: ils seront à terme créateurs de prospérité et d'emplois<sup>7</sup>.

## Et en Belgique?

La Belgique n'est pas isolée et va devoir elle aussi reconstruire son économie suite à la pandémie. **Nos responsables politiques ont une opportunité unique de mettre sur pied un système plus résilient, plus juste et plus durable.** Grâce au Green deal européen, le cadre et le cap sont clairs, il faut maintenant de la volonté politique pour les mettre rapidement en œuvre et respecter les engagements de l'Accord de Paris. La dynamique européenne autour du Pacte vert constitue un levier important pour rehausser l'ambition dans différents secteurs tels que le transport, l'économie circulaire ou l'industrie et permettre d'enclencher une réelle transition en Belgique. Ces nouvelles politiques climatiques doivent aller de pair avec les politiques sociales afin de ne laisser personne de côté au cours de la transition.

**17 pays ont demandé** dans une lettre à la Commission européenne **de faire du Green Deal le cadre pour la relance économique après la pandémie**<sup>8</sup>. La Belgique n'a pas signé cette lettre parce que la Flandre a freiné des quatre fers. Le fait que notre pays ne puisse pas soutenir un appel aussi logique et non controversé est inquiétant. **La Coalition Climat insiste sur le fait que la Belgique doit rejoindre les pays les plus ambitieux et signer cet appel.**

La **coopération intra-belge** pour gérer la crise du coronavirus est vitale. Les mesures doivent être cohérentes à l'échelle du pays. La plupart des partis l'ont rapidement compris. Il en va de même pour

<sup>7</sup> En termes de création d'emploi, la Belgique est un des pays européens qui bénéficierait le plus de la transition vers une société bas carbone. Voir en ce sens l'étude d'Eurofound : Energy scenario: Employment implications of the Paris Climate Agreement (2019): [https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef\\_publication/field\\_ef\\_document/fomeef18003en.pdf](https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_publication/field_ef_document/fomeef18003en.pdf)

<sup>8</sup> European Green Deal must be central to a resilient recovery after Covid-19 <https://www.climatechangenews.com/2020/04/09/european-green-deal-must-central-resilient-recovery-covid-19/>



le dérèglement climatique : nos gouvernements doivent sortir d'une division stérile et établir les bases d'une coopération efficace, à la hauteur de l'enjeu et en lien avec les connaissances scientifiques.

Nous sommes au tournant d'une nouvelle société. Il est crucial de prendre les bonnes décisions pour que la reconstruction de notre économie respecte à la fois les personnes et l'environnement. Ces décisions doivent être soumises à un contrôle démocratique et prises en concertation avec la société civile et les secteurs concernés. La Belgique, avec d'autres pays européens, doit prendre les devants. La Coalition Climat demande donc à la Belgique, à l'instar de la Finlande<sup>9</sup>, de mettre en place un groupe de travail **et d'être associée aux négociations en cours sur la réponse économique durable qui sera donnée à l'après COVID-19.**

## CONTACT

**Rebecca Thissen**  
CNCD-11.11.11  
Rebecca.Thissen@cncd.be  
www.coalitionclimat.be

*La Coalition Climat représente les organisations de nature et de l'environnement, syndicats, organisations de développement, mouvements citoyens et organisations de jeunesse suivants:*

11.11.11, Aardewerk, ABVV, ACLVB, ACV, Amis de la Terre Belgique, Amnesty International Belgique francophone, APERE, Association pour les Nations Unies, Arbeid & Milieu, Associations21, Bond Beter Leefmilieu, Beweging.net, Bos+, BRAL, Broederlijk Delen, Chirojeugd Vlaanderen, Climat et Justice Sociale, Climate Express, Climaxi, CNAPD, CNCD-11.11.11, Conseil de la Jeunesse, deMens.nu, Djapo, De Natuurvrienden, Eco-Vie, Ecoconso, Ecokerk, Émergences, Entraide et Fraternité, EVA, Fairfin, FIAN Belgium, Financité, FUCID, Gezinsbond, Globelink, Goodplanet, Gracq, Grands-Parents pour le Climat, Greenpeace, Grootouders voor het klimaat, Groupe One, Inter-Environnement Wallonie, Imagine Magazine, Jeugdbond Natuur en Milieu, Klimaat Podium Brugge, Klimaatzaak, De Kringwinkel, Kriskras, LEF, Les Scouts, Memisa, Mouvement Ouvrier Chrétien, MPEVH, Natuur.koepel, Natuurpunt, Netwerk Bewust Verbruiken, Netwerk Duurzame Mobiliteit, Oxfam-en-Belgique, Refresh Brussels, Réseau Transition, Rikolto, Rise for Climate Belgium, SCI Belgium, Scouts en Gidsen Vlaanderen, Transitie Vlaanderen, Velt, Viva Salud, Vlaamse Jeugdraad, Vogelbescherming Vlaanderen, Vrouwenraad, WWF, Zomer Zonder Vliegen.

<sup>9</sup> [https://www.ym.fi/en-US/Latest\\_News/Press\\_Releases/Press\\_releases\\_2020/Working\\_group\\_to\\_draft\\_proposals\\_for\\_sus\(56573\)](https://www.ym.fi/en-US/Latest_News/Press_Releases/Press_releases_2020/Working_group_to_draft_proposals_for_sus(56573))